LA VEILLE EMPLOI-FORMATION DU CARIF-OREF OCCITANIE

N°658

07/10/2026

veille@cariforefoccitanie.fr

https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/

ACTUALITÉ EMPLOI FORMATION OCCITANIE 1
APPELS À PROJETS 2
APPRENTISSAGE – ALTERNANCE 3
EMPLOI 4
ENTREPRISES 5
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 6
FORMATION PROFESSIONNELLE 7
SECTEURS D'ACTIVITÉ – MÉTIERS 8

ACTUALITÉ EMPLOI FORMATION OCCITANIE

Référencer son offre de formation : pourquoi et pour quoi faire ? De la saisie à la diffusion, découvrez comment vos données alimentent l'écosystème de la formation professionnelle – Podcast Carif-Oref Occitanie

Pour les organismes de formation, le référencement de l'offre de formation permet notamment d'améliorer sa visibilité auprès des personnes en recherche de formation et des professionnels qui les accompagnent. Mais que deviennent concrètement les informations saisies dans OFeli, la base de données du Carif-Oref Occitanie ? Comment sont-elles contrôlées et diffusées dans différents outils et plateformes ? Et quel accompagnement le Carif-Oref propose-t-il aux organismes ?
https://www.cariforefoccitanie.fr/actualite/nouveau-podcast-referencer-son-offre-de-formation-pourquoi-et-pour-quoi-faire/

Les demandeurs d'emploi en QPV - Occitanie

France Travail Occitanie, Éclairages et synthèses, Octobre 2026, 12 p.
L'Occitanie compte 66 300 demandeurs d'emploi résidant en QPV, soit environ un sur dix de la région, avec une forte concentration dans les grandes villes. Leur accès à l'emploi à six mois est inférieur de cinq points à celui des autres demandeurs d'emploi, et ils sont nettement plus nombreux à déclarer des freins périphériques, en particulier sur le numérique et la mobilité.
À l'heure où le découpage territorial des QPV évolue, cette étude caractérise ce public et met en évidence un enseignement central : il n'existe pas un QPV, mais des QPV. Les profils, les difficultés et les besoins varient d'un quartier à l'autre, et les réponses à apporter ne peuvent donc pas être les mêmes partout. Cette publication analyse la situation des demandeurs d'emploi résidant dans les QPV d'Occitanie pour éclairer ces différences.
https://www.observatoire-emploi-occitanie.fr/les-grandes-thematiques/documents?nid_theme=421&nid_sous_theme=458&code_collection=MF1&type_recherche=dernieres-publications

L'emploi reste atone, le chômage augmente de nouveau- Note de conjoncture régionale - 2e trimestre 2026

Insee conjoncture Occitanie, n°54, Septembre 2026, 5 p.
En Occitanie, l'emploi salarié est quasi stable entre fin mars et fin juin 2026 comme au niveau national.
Il stagne dans les services marchands hors intérim ainsi que dans l'industrie. Il continue néanmoins d'augmenter dans la filière aérospatiale. L'emploi diminue de nouveau dans la construction, l'agriculture et repart à la baisse dans l'intérim. La Haute-Garonne est le seul département de la région dont l'emploi salarié progresse ce trimestre. Au deuxième trimestre 2026, 9,7 % de la population active d'Occitanie est au chômage, soit une hausse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent.
https://www.insee.fr/fr/statistiques/9051943

Occitanie : Note de conjoncture au 2e trimestre 2026

DREETS Occitanie, Septembre 2026, 9 p.
Au 2e trimestre 2026, l'emploi salarié est en légère baisse en Occitanie. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente, comme le taux de chômage qui continue de progresser dans la région, ainsi que dans le reste de la France métropolitaine. Les défaillances d'entreprises continuent d'augmenter. Les ruptures de contrats pour motif économique, si elles restent importantes, reculent légèrement sur un an. Enfin, la hausse des nouvelles demandes pour bénéficier du dispositif d'activité partielle se traduit à ce jour par une légère augmentation du volume d'heures indemnisées.
À télécharger : Note de conjoncture 2e trimestre 2026 - Emploi trimestriel 2e trimestre 2026 – Taux de chômage 2e trimestre 2026
https://occitanie.dreets.gouv.fr/Note-de-conjoncture-2eme-trimestre-2026

La contrefaçon et les entreprises en Occitanie

Note Eco, n°15, CCI Occitanie, Septembre 2026, 2 p.

Face à la circulation croissante de produits contrefaits, la contrefaçon constitue un enjeu pour les entreprises et la protection de leurs innovations. Quelle est l'ampleur du phénomène en Occitanie ? Quels impacts représente-t-il pour les entreprises de la région et comment peuvent-elles protéger leurs créations, leurs marques et leurs savoir-faire ?

www.occitanie.cci.fr/actualite/note-eco-15-la-contrefacon-et-les-entreprises-en-occitanie-cloned

Team RH Occitanie : une dynamique au service des entreprises

Team RH, Octobre 2026

En Occitanie, les enjeux RH des entreprises sont nombreux et parfois complexes. Pour y répondre, Team RH Occitanie s'appuie sur une dynamique collective réunissant les acteurs de l'emploi, de la formation et des ressources humaines au plus près des territoires.

Team RH Occitanie en chiffres : + 30 partenaires, 37 équipes de proximité, +2 000 entreprises accompagnées, 6 thématiques RH, 5 journées des référents, 16 webinaires flash.

https://www.teamrh-occitanie.fr

https://www.teamrh-occitanie.fr/wp-content/uploads/2026/10/Team-RH-en-chiffres-V2.pdf

APPELS À PROJETS

Appel à projets : Formation de formateurs technologique, interdisciplinaire et scientifique - ANFA

Date limite de réponse le 19 octobre 2026 à 16 H 00

https://www.anfa-auto.fr/sites/default/files/2026-09/cahier_des_charges_ao_f2f_technologie_-2027-2030vdef.docx.pdf

Appel à projets : Formation de formateurs pédagogie de l'alternance - ANFA

Date limite de réponse le 19 octobre 2026 à 16 H 00

https://www.anfa-auto.fr/sites/default/files/2026-09/cahier_des_charges_ao_f2f_pedagogie_de_lalternancevdef.docx.pdf

Réalisation d'actions de formation sur le thème « Santé, sécurité et conditions de travail » pour le compte de la délégation Occitanie du CNFPT

Date limite de réponse le 2 novembre 2026 à 11 H 00

https://cnfpt.marches-publics.info/avis/index.cfm?fuseaction=pub.affPublication&refPub=MPI-pub-2026277935&serveur=MPI&IDS=5045

Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) auprès des universités pour renforcer l'insertion professionnelle des étudiantes et étudiants en situation de handicap - AGEFIPH

L'Agefiph, en partenariat avec le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace, lance un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI). Il s'adresse aux universités en lien avec les acteurs des territoires : employeurs, associations et acteurs de l'emploi.

Objectif : soutenir des solutions concrètes et reproductibles pour que davantage de jeunes en situation de handicap réussissent leur transition de la formation vers l'emploi. Chaque projet lauréat pourra bénéficier d'un financement pouvant atteindre 250 000 euros et être déployé sur une durée de trois ans. Quatre à huit projets pourront être sélectionnés. L'appel à manifestation d'intérêt est ouvert aux universités, grands établissements et établissements publics expérimentaux relevant de l'enseignement supérieur public.

Date limite de réponse le 15 novembre 2026

https://innovation.agefiph.fr/actualites-innovation/universite-emploi-et-handicap-ami-de-lagefiph-en-partenariat-avec-le

Impulsion IA 2027 : appel à manifestation d'intérêt : Engagement développement de l'emploi et des compétences relatif à l'intelligence artificielle - Ministère du Travail et des Solidarités

Cet appel à manifestation d'intérêt est à destination des branches professionnelles et de leurs OPCO pour impulser une série d'Engagements Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) sur le thème de l'IA.
Cet appel à manifestation d'intérêt est l'une des mesures présentées dans le cadre du plan « Impulsion IA 2027 » visant à ancrer à court terme et durablement l'IA dans le tissu socio-économique.
Il visera à :
- Identifier et analyser les impacts de l'IA sur les activités des entreprises, les organisations, les emplois et les compétences
- Accompagner les branches dans la construction de réponses adaptées, en privilégiant une approche par métier
- Diffuser des bonnes pratiques et des outils RH transférables pour favoriser une appropriation large et responsable de l'IA.

Date limite de réponse le 30 novembre 2026
https://travail-emploi.gouv.fr/impulsion-ia-2027-publication-de-lappel-manifestation-dinteret-engagement-developpement-de-lemploi-et-des-competences-relatif-lintelligence-artificielle

APPRENTISSAGE – ALTERNANCE

Dix ans de rapports de l'Igas sur l'apprentissage

IGAS, Septembre 2026
À travers plusieurs missions de contrôle et d'évaluation, l'IGAS a analysé les effets, avant et après la réforme majeure issue de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.
Retour sur cette décennie de rapports qui éclaire les enjeux d'une voie de formation devenue incontournable, mais encore perfectible.
Ces rapports de l'Igas convergent vers un constat majeur : la réforme de 2018 a radicalement changé la logique de l'apprentissage. Le système est passé d'un modèle administratif piloté par les Régions (financement, carte des formations, planification territoriale relativement rigide) à une logique plus ouverte de financement au contrat, portée par France compétences et les opérateurs de compétences (OPCO), avec des centres de formation des apprentis (CFA).
Ces derniers bénéficient d'une liberté de création et d'extension, dans le cadre d'une offre dynamisée par la demande des entreprises et des jeunes.
https://www.igas.gouv.fr/dix-ans-de-rapports-de-ligas-sur-lapprentissage

Liste nationale des organismes habilités à percevoir le solde de la taxe d'apprentissage - Arrêté du 28 septembre 2026 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2019

Légifrance, Septembre 2026
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000054912621

EMPLOI

PoEm : Tableau des politiques d'emploi en juillet 2026

DARES, Septembre 2026, 35 p.

PoEm diffuse des tableaux de bord et des séries longues consacrées aux politiques de l'emploi. Il permet d'accéder rapidement aux données de suivi des dispositifs consacrés à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'accompagnement des demandeurs d'emploi.

https://dares.travail-emploi.gouv.fr/sites/default/files/22e948c0cbdc10fd2196231c75060fd3/rapports-POEM-juillet-2026.pdf

Les dépenses d'indemnisation chômage au 1er trimestre 2026

GABOULAUD Adrien, Muller Odile, UNEDIC, Septembre 2026, 2 p.

Les dépenses d'indemnisation de l'Assurance chômage couvrent les dépenses relatives à l'indemnisation (allocations et aides versées au titre de la période) des allocataires de l'Assurance chômage en ARE, AREF, ASP. Au 1er trimestre 2026, ces dépenses sont de 9,6 Md€.

https://www.unedic.org/publications/les-depenses-dindemnisation-au-1er-trimestre-2026

En 2025, le nombre de travailleurs indépendants progresse, porté par les auto-entrepreneurs, mais la dynamique s'essouffle

Acoss, Stat'UR, n°423, Septembre 2026, 7 p.

Fin 2025, les Urssaf recensent près de 4,94 millions de travailleurs indépendants, en hausse de 3,1 % sur un an. Ce rythme marque un ralentissement par rapport aux années précédentes qui affichaient des évolutions supérieures à plus de 5 %. La progression du nombre d'indépendants continue d'être soutenue principalement par les auto-entrepreneurs (AE), dont les effectifs atteignent 3,03 millions fin 2025, en hausse de 4,5 % sur un an, mais en ralentissement. Les travailleurs indépendants classiques (1,91 million) poursuivent leur progression à un rythme stable et modéré (1,0 % sur un an). Cette évolution résulte du dynamisme des professions libérales (+ 2,5 %), tandis que le nombre d'artisans et commerçants demeure légèrement orienté à la baisse (- 0,2 %).

Les auto-entrepreneurs représentent désormais 61,4 % de l'ensemble des travailleurs indépendants.

https://www.urssaf.org/accueil/statistiques/nos-etudes-et-analyses/travailleurs-independants/nationale/2026/travailleurs-indep-sept2026.html

La part des bénéficiaires du RSA en emploi non salarié a triplé entre 2006 et 2022

BOYER Aurélien, Études et résultats Drees, n°1385, Septembre 2026, 8 p.

Cette étude analyse l'évolution de la part de ces bénéficiaires depuis 2006, elle décrit les caractéristiques de leur activité et leurs profils, et examine leurs trajectoires dans l'emploi non salarié et dans le RSA.

Entre fin 2006 et fin 2022, la part des bénéficiaires du RSA en emploi non salarié âgés de 16 à 53 ans a triplé, passant de 2,5 % à 7,6 %. Sur la même période, la part des bénéficiaires en emploi salarié est restée relativement stable. Ainsi, la part des non-salariés parmi les bénéficiaires en emploi est passée d'environ un sixième fin 2006 à plus d'un tiers fin 2022. Cette progression s'explique notamment par le développement du statut de micro-entrepreneur, créé en 2009.

https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/260924-la-part-des-beneficiaires-du-rsa-en-emploi-non-salarie-a-triple-entre-2006-et-2022

Montant moyen du droit d'allocation chômage versé aux demandeurs indemnisés au 30 septembre 2025

Statistiques et indicateurs, France Travail, Septembre 2026, 6 p.

En septembre 2025, le montant mensuel brut moyen du droit d'allocation chômage des demandeurs d'emploi indemnisés est d'environ 1 340 €. À partir du mois d'avril 2025, en application d'évolutions dans la réglementation d'assurance chômage, le montant versé mensuellement est calculé sur la base de 30 jours

par mois (quelle que soit la durée du mois). Pour un demandeur d'emploi indemnisé sur deux, le montant du droit de l'allocation est inférieur à 1 151 euros ; pour trois demandeurs d'emploi indemnisés sur quatre, le montant est inférieur à 1 530 euros.
https://statistiques.francetravail.org/indem/indempub/229984

ENTREPRISES

Emplois salariés des entreprises artisanales, commerciales et libérales – Chiffres du 2e trimestre 2026

Institut supérieur des métiers, Septembre 2026
Au deuxième trimestre 2026, l'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés des secteurs de proximité (artisanat, commerce et professions libérales) a enregistré une nouvelle baisse de 0,3 % par rapport à la même période en 2025.
Sur un an, les effectifs diminuent de 34 700 emplois. L'artisanat du BTP concentre à lui seul la moitié des pertes, avec près de 17 110 emplois supprimés au cours du deuxième trimestre.
L'emploi reste plus fragilisé dans les secteurs de l'Artisanat qui enregistrent une baisse globale de 1,4 % de l'emploi salarié sur un an. Pour autant, le nombre d'emplois salariés dans les entreprises de proximité reste très largement supérieur à ce qu'il était fin 2019 (avec un solde de plus de 165 000 emplois).
https://infometiers.org/emplois-salaries-des-entreprises-artisanales-commerciales-et-liberales-chiffres-du-2eme-trimestre-2026/

Travailleurs pauvres – Pratiques inspirantes à destination des entreprises

Ministère du Travail et des Solidarités, Octobre 2026, 44 p.
Face à la réalité des travailleurs en situation de précarité, la Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a publié une nouvelle version du livret à destination des entreprises, en partenariat avec la communauté « Les entreprises s'engagent ».
Ce document recense des pratiques concrètes pour améliorer les conditions de vie des travailleurs pauvres. Il aborde plusieurs thématiques clés :
- Détection des situations de précarité au sein des entreprises
- Accès aux droits et lutte contre le non-recours
- Soutien aux salariés en difficulté, qu'il s'agisse de logement, de mobilité, de garde d'enfants, de santé, d'illettrisme ou de fracture numérique
- Création d'alliances territoriales et inter-entreprises pour mutualiser les ressources et porter des réponses collectives.
https://solidarites.gouv.fr/publication-du-livret-travailleurs-pauvres-pratiques-inspirantes-destination-des-entreprises

La création d'entreprise en août 2026

BPI France, Septembre 2026, 10 p.
En août 2026, 93 110 entreprises ont vu le jour en France. A consulter : création d'entreprise selon le secteur d'activité – Le top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises – Le top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises – La création d'entreprise selon la nature juridique - selon leur implantation rurale ou urbaine…
https://bpifrance-creation.fr/observatoire/bibliographie/creation-dentreprise-france-aout-2026

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Budget relatif au projet de loi de finances pour 2027

Ministère du Travail et des Solidarités, Ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, Octobre 2026, 147 p.
Principales orientations budgétaires du projet de loi de finances (PLF).
Pour 2027, le Gouvernement a fixé une cible de déficit de 5 % du PIB, ce qui nécessite un effort de 54 milliards d'euros, dont 43 milliards d'euros directement portés par les textes financiers pour 2027.
Les économies attendues procéderont de réformes ciblées, conduites politique publique par politique publique, afin de distinguer ce qui doit être préservé, ce qui doit être transformé et ce qui peut être redéployé au profit des priorités. Le PLFSS propose d'engager une réduction forte du déficit des régimes obligatoires de base de sécurité sociale, afin de le ramener de -21,8 milliards d'euros en 2026 à -12,7 milliards d'euros dès l'année prochaine, par des mesures portant très majoritairement sur les dépenses, soit une amélioration du solde de 9,9 milliards d'euros par rapport au solde prévisionnel.
https://solidarites.gouv.fr/budget-relatif-au-projet-de-loi-de-finances-pour-2027

En 2025, 199,2 milliards d'euros consacrés à l'éducation, soit 6,7 % du PIB

Note d'information de la DEPP, n°42, Septembre 2026, 4 p.
Le poids des dépenses d'éducation dans le PIB est de 6,7 % en 2025, une part stable par rapport à 2024. L'État est le premier financeur de l'éducation (55 % du total) devant les collectivités territoriales (23 %). La contribution des entreprises, incluant le financement de l'apprentissage depuis 2018, s'élève à 10 % du total, et celle des ménages à 8 %. Le reste des moyens provient des autres administrations publiques (4 %).
La dépense moyenne pour un élève ou un étudiant (y compris apprentissage) s'établit à 11 140 euros. Elle croît avec le degré d'enseignement, allant de 9 440 euros pour un élève du premier degré à 11 780 euros pour un élève du second degré et 13 350 euros pour un étudiant.
https://www.education.gouv.fr/depp/en-2025-1992-milliards-d-euros-consacres-l-education-soit-67-du-pib-506005

La France et ses territoires - Édition 2026

Insee Références, Septembre 2026, 94 p.
Ce document présente une analyse des dynamiques économiques, démographiques et territoriales en France, en mettant en lumière les contrastes et facteurs de développement régional.
https://www.insee.fr/fr/statistiques/8688001

Regards sur l'éducation 2026. Les indicateurs de l'OCDE

OCDE, Septembre 2026, 612 p.
Ce rapport présente des données comparables à l'échelle internationale sur les systèmes éducatifs à travers le monde, notamment les taux de scolarisation et de réussite, le financement et l'organisation des systèmes éducatifs.
L'édition 2026 met l'accent sur les pénuries d'enseignants, en examinant leurs conséquences dans les différents pays ainsi que les solutions possibles pour les combler.
https://www.oecd.org/fr/publications/regards-sur-l-education-2026_cba0b622-fr.html

Perspectives économiques de l'OCDE - Rapport intermédiaire de septembre 2026

OCDE, Septembre 2026, 28 p.
La croissance mondiale a ralenti au premier semestre de 2026, mais s'est montrée plus résiliente que prévu. L'ampleur des stocks de pétrole, l'augmentation de l'offre ne provenant pas des économies du Golfe et les mesures discrétionnaires de soutien gouvernemental ont permis d'amortir les conséquences économiques du conflit au Moyen-Orient. Le dynamisme persistant de l'investissement lié à l'intelligence artificielle (IA) a également contribué à soutenir l'investissement, la production et les échanges.

https://www.oecd.org/fr/publications/perspectives-economiques-de-l-ocde-rapport-intermediaire-de-septembre-2026_3fa63f86-fr.html

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le métier d'auditeur Qualiopi en 2027 : état des lieux et perspectives - Webinaire le 13 octobre 2026 de 14 H 00 à 15 H 00 - Digiformag

6 ans après la création de ce nouveau métier, qu'en est-il aujourd'hui ?
Au programme : les exigences du Cofrac ; les différentes manières de devenir auditeur ; les attentes des certificateurs ; la formation des auditeurs.
https://app.livestorm.co/digiformag/auditeur-days-le-metier-dauditeur-en-2026

L'avenir de Qualiopi en question - Webinaire le 14 octobre 2026 de 11 H 30 à 12 H 30 - Digiformag

Décryptage avec 4 certificateurs Qualiopi du décret du 1er août et du nouveau guide de lecture.
https://app.livestorm.co/digiformag/auditeur-days-lavenir-de-qualiopi-en-question?s=75e1fae1-b93a-445e-9161-03e756239b67

Zoom sur les audits CFA et VAE - Webinaire le 15 octobre 2026 de 14 H 00 à 15 H 00 - Digiformag

Ce webinaire décryptera les spécificités des audits CFA et VAE.
https://app.livestorm.co/digiformag/auditeur-days-zoom-sur-les-audits-cfa-et-vae?s=a9429357-fae3-4d98-aa95-b278c2ed55f8

AINOA Café #6 : Éco-conception de la formation - Le 22 octobre de 13 H 15 à 14 H 00

L'éco-conception s'invite de plus en plus dans les débats sur la formation : réduire l'impact environnemental des dispositifs numériques qu'on crée n'est plus un sujet marginal, mais reste encore largement à construire entre référentiels, bonnes pratiques et écart persistant avec les attentes des clients.
https://ainoa-asso.fr/cafe-ainoa-6-eco-conception-de-la-formation/

Décisions d'enregistrement aux répertoires nationaux - Septembre 2026

France compétences, Octobre 2026, 7 p.
Suite aux avis conformes de la Commission de la certification professionnelle portant sur des demandes d'enregistrement, avis produits lors de la séance du 30 septembre, le Directeur général de France compétences a procédé à des décisions d'enregistrement aux répertoires nationaux.
https://www.francecompetences.fr/fiche/decisions-denregistrement-aux-repertoires-nationaux-septembre-2026/

Adapter l'offre de formation aux métiers de demain : regards sur les Programmes d'investissements d'avenir et France 2030

Bref CEREQ, Septembre 2026, n°491-492, 8 p.
Comment moderniser et faire évoluer l'offre de formation face aux mutations industrielles et aux transitions numérique et écologique ? C'est à ce jour l'objet de près de 500 projets soutenus depuis 2010 par les Programmes d'investissements d'avenir et France 2030, cherchant à rapprocher formation et besoins émergents des secteurs économiques.
Ces projets privilégient des formes variées et progressives d'adaptation de l'offre existante telles que les modules de formations, les colorations de diplômes, la révision de certifications, l'utilisation d'équipements de pointe ou encore d'outils de formation numériques.
À partir d'une enquête qualitative menée auprès des acteurs impliqués, ce numéro montre comment ces programmes publics d'investissement favorisent des modes d'adaptation ciblés de l'offre de formation, dans le cadre d'une coopération renforcée entre monde éducatif, entreprises et collectivités.

https://www.cereq.fr/publications/cereq-bref/adapter-loffre-de-formation-aux-metiers-de-demain

Contrôles, qualité, anti-fraude : ce que les organismes de formation doivent retenir - Replay Webinaire du 29 septembre 2026 - AINOA

Ce webinaire a permis de mieux comprendre : les points observés lors des contrôles ; les éléments attendus pour démontrer la réalisation effective d'une formation ; les bonnes pratiques en matière de traçabilité et de qualité ; les évolutions juridiques à anticiper ; les risques à prévenir dans vos processus internes.
https://ainoa-asso.fr/controles-qualite-anti-fraude-ce-que-les-organismes-de-formation-doivent-retenir/

SECTEURS D'ACTIVITÉ – MÉTIERS

Observatoire du système électrique renouvelable 2026

FRANCE renouvelables, Septembre 2026, 56 p.
Les renouvelables électriques représentent plus de 88 800 emplois : 55 000 dans le photovoltaïque, 26 700 dans l'éolien terrestre et 7 200 dans l'éolien en mer.
Des emplois non délocalisables car dépendants d'infrastructures locales : plus de 150 sites industriels sur l'ensemble de ces filières et une présence de l'éolien terrestre dans plus de 2 800 communes.
Les activités liées aux renouvelables couvrent l'ensemble de la chaîne de valeur : développement de projets, ingénierie, construction, exploitation, maintenance, innovation technologique. Cette dynamique bénéficie également à un écosystème industriel plus large, mobilisant fabricants, équipementiers, entreprises de travaux, bureaux d'études, activités portuaires, logistique, numérique, formation et services.
Les renouvelables contribuent ainsi au développement du tissu industriel dans son ensemble, bien au-delà de leurs seules filières.
https://www.france-renouvelables.fr/etudes-et-publications/observatoire-electricite-renouvelable-2026/

Zoom sur les métiers en cabinet d'expertise comptable

ONISEP, Septembre 2026, 24 p.
Avec 20 000 postes offerts chaque année et des salaires attractifs, les cabinets d'expertise comptable ouvrent grand leurs portes aux jeunes diplômés, de bac+3 à bac+5, en comptabilité mais pas seulement. Dynamique, le secteur recrute de nombreux profils, de bac+3 jusqu'au diplôme final d'expertise comptable.
Autre atout ? La souplesse de la filière de l'expertise comptable, qui permet de valider à son rythme les différents diplômes.
Réalisée en partenariat avec le Conseil national de l'Ordre des experts-comptables, cette publication est un outil de découverte des métiers pour les jeunes et leurs familles, ainsi qu'un support pour les équipes éducatives. S'appuyant sur la réalité du terrain, elle s'inscrit dans le cadre du parcours Avenir qui accompagne les élèves de collège et de lycée dans leur exploration du monde professionnel.
https://www.onisep.fr/metier/des-metiers-qui-recrutent/la-collection-zoom-sur-les-metiers/publication-les-metiers-en-cabinet-d-expertise-comptable

Convention d'objectifs et de moyens 2026-2028 de Constructys

Constructys, Septembre 2026
Constructys a signé, début juillet 2026, avec le ministère du Travail et de l'Emploi, sa nouvelle Convention d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2026-2028.
Élaborée à l'issue de plusieurs mois de concertation avec la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), elle fixe les priorités de l'OPCO pour accompagner les entreprises et les salariés de la Construction face aux mutations du secteur.
La nouvelle convention s'appuie sur un diagnostic partagé avec l'État. Le secteur de la Construction fait face à une conjoncture dégradée, marquée par le recul de l'activité dans le Bâtiment, le ralentissement des Travaux Publics et la baisse des recrutements.

Le conseil d'administration de Constructys a défini sept ambitions pour la période 2026-2028 :
- Accompagner les entreprises et la montée en compétences des salariés face aux mutations
- Soutenir les entreprises et les salariés face aux cycles d'activité
- Anticiper les évolutions et renforcer l'attractivité des métiers de la Construction
-Faire de l'alternance un levier majeur de réponse aux défis démographiques
- Accompagner les entreprises dans la conduite des grands chantiers
- Renforcer l'appui technique à la certification
- Intensifier l'accompagnement des TPE-PME, au cœur du tissu économique du secteur.
https://www.constructys.fr/signature-de-la-convention-dobjectifs-et-de-moyens-2026-2028-de-constructys/

Cartographie des profils et dynamiques d'inclusion dans la branche

OPIIEC, Septembre 2026
Cette étude nationale met en lumière les grandes évolutions à l'œuvre dans les secteurs du Numérique, de l'Ingénierie, des Études et conseil et de l'Événementiel, avec un double objectif : mieux comprendre les transformations des métiers et identifier les leviers d'action pour accompagner les entreprises et les salariés à horizon 2030.
Elle souligne la dynamique de la branche : à l'horizon 2030, les effectifs salariés pourraient atteindre environ 1,26 million dans le scénario central, soit +55 000 salariés par rapport à 2024.
Cette progression concerne l'ensemble des secteurs.
Quatre grands facteurs de mutation structurent les évolutions en cours :
- L'IA et les technologies avancées
- Les évolutions réglementaires et environnementales
- Un contexte économique incertain
- Les nouvelles organisations et attentes clients.
L'étude identifie trois grands enjeux pour les années à venir : anticiper et outiller la branche face aux évolutions des métiers et des compétences - accompagner les entreprises dans la gestion des compétences et les transformations RH - attirer, former et fidéliser les publics pour sécuriser les parcours et élargir durablement les viviers.
https://www.opiiec.fr/etudes/143702

Étude sur les dynamiques territoriales du développement, de l'emploi et de la formation dans l'ingénierie

OPIIEC, Octobre 2026, 86 p.
Les transformations territoriales liées à la transition écologique, au développement des infrastructures et aux nouvelles attentes des collectivités modifient les besoins en compétences des sociétés d'ingénierie.
Pour mieux comprendre ces évolutions, l'OPIIEC publie cette étude consacrée aux liens entre dynamiques territoriales, métiers et besoins en compétences.
L'étude s'est focalisée sur 8 « bassins typologiques », sélectionnés afin de refléter la diversité des réalités territoriales de l'ingénierie en France : Paris-Saclay, Toulouse, Hauts-de-France, Lyon, Grenoble, Aix-Marseille, Brest-Lorient-St-Nazaire, Montpellier.
Les entreprises interrogées identifient plusieurs compétences prioritaires à développer dans les prochaines années. Les enjeux liés à l'intelligence artificielle appliquée à l'ingénierie, à l'analyse de données, à l'ingénierie environnementale ou encore à la modélisation numérique apparaissent comme particulièrement stratégiques. Les compétences transversales prennent également une place importante, avec un besoin renforcé en gestion de projets multi-acteurs, en capacité d'adaptation et en connaissance des enjeux réglementaires. Si certains territoires ont de fortes spécificités sectorielles ou fonctionnelles, cela n'induit pas nécessairement des besoins de compétences pour les entreprises qui y sont implantées.
https://www.opiiec.fr/etudes/143770

Main-d'œuvre et formation dans le bâtiment, face aux enjeux de la rénovation énergétique

Académie des technologies, Septembre 2026, 100 p.

Ce rapport analyse les défis de la rénovation énergétique sous un angle original : celui des compétences, de l'organisation de la filière et de la formation professionnelle.

Au-delà du constat, il formule des recommandations concrètes pour professionnaliser les acteurs du bâtiment, améliorer la qualité des rénovations, développer l'innovation, renforcer la formation continue, revaloriser durablement l'enseignement professionnel, et propose une opportunité rare de réduire les inégalités sociales et territoriales en faisant des métiers du bâtiment un vecteur de mobilité sociale positive pour les jeunes, les publics fragiles et les travailleurs en reconversion.

Le secteur du bâtiment — qui représente 7 % du PIB français, 1,7 million d'actifs et 440 000 entreprises majoritairement artisanales (99 % de moins de 20 salariés) — fait face à une triple crise : un déficit d'attractivité structurel, une non-qualité persistante sur les chantiers et un cadre réglementaire inadapté à la rénovation.

Ce rapport montre que l'enjeu n'est pas seulement technique ou économique : il est aussi social, territorial et éducatif, car la réussite de la transition dépend, au-delà des questions de son financement, à la fois de la disponibilité de la main-d'œuvre, de sa qualification, de la qualité d'exécution des chantiers et de la capacité du système de formation à rendre ces métiers attractifs.

https://www.academie-technologies.fr/publications/main-doeuvre-et-formation-dans-le-batiment-face-aux-enjeux-de-la-renovation-energetique/

Parcours professionnels des conducteurs routiers : plus de mobilité en début de carrière

Data Lab, SDES, Octobre 2026, 8 p.

Les conducteurs routiers de marchandises ont des trajectoires professionnelles plus stables que la moyenne des salariés : 30 % des conducteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui en 2017 exercent cette profession sans interruption entre 2012 et 2022. Les parcours diffèrent selon l'âge : les moins de 35 ans ont des mobilités professionnelles plus fréquentes, tandis que les 35-49 ans et les 50 ans et plus restent plus longtemps dans la profession. Les mobilités des plus jeunes s'effectuent davantage vers des métiers hors de la conduite, alors que les conducteurs de 35 à 49 ans restent principalement dans les métiers de la conduite. Après 50 ans, les sorties de la profession correspondent principalement à des départs de fin de carrière plutôt qu'à des reconversions vers d'autres métiers.

https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/parcours-professionnels-des-conducteurs-routiers-plus-de-mobilite-en-debut-de-carriere

Panorama du réemploi et de la réutilisation en France - Actualisation 2024

Ademe, Septembre 2026, 314 p.

Ce panorama dresse un état des lieux qualitatif et quantitatif des filières de réemploi et réutilisation pour l'année 2024.

Il apporte également une analyse de leurs dynamiques et tendances pour dix-sept typologies de produits, matériaux et emballages regroupées en cinq grands secteurs : les produits de grande consommation et biens d'équipement, les emballages, le bâtiment, l'automobile et les bateaux.

L'analyse s'appuie sur quatre indicateurs : les structures, les emplois, les flux et les valeurs de marché.

Les résultats montrent de fortes différences selon les secteurs et au sein de ces secteurs. Certaines filières de réemploi sont déjà structurées et dynamiques, comme celles des cycles, des véhicules ou des équipements électroniques. D'autres sont encore émergentes et se structurent, notamment dans les secteurs des emballages, des aides techniques, des batteries ou du bâtiment.

Le Panorama du réemploi se décline en plusieurs ressources complémentaires : La synthèse donne à voir les grandes tendances du réemploi et propose un éclairage sur les principaux enseignements sectoriels.

Le rapport complet permet d'aller plus loin dans l'analyse et d'examiner en détail les résultats du Panorama.

La note méthodologique explique les modalités de collecte, d'estimation et de consolidation des données.

En un coup d'œil, une infographie met également en lumière les chiffres clés et principaux enseignements de l'actualisation 2024.

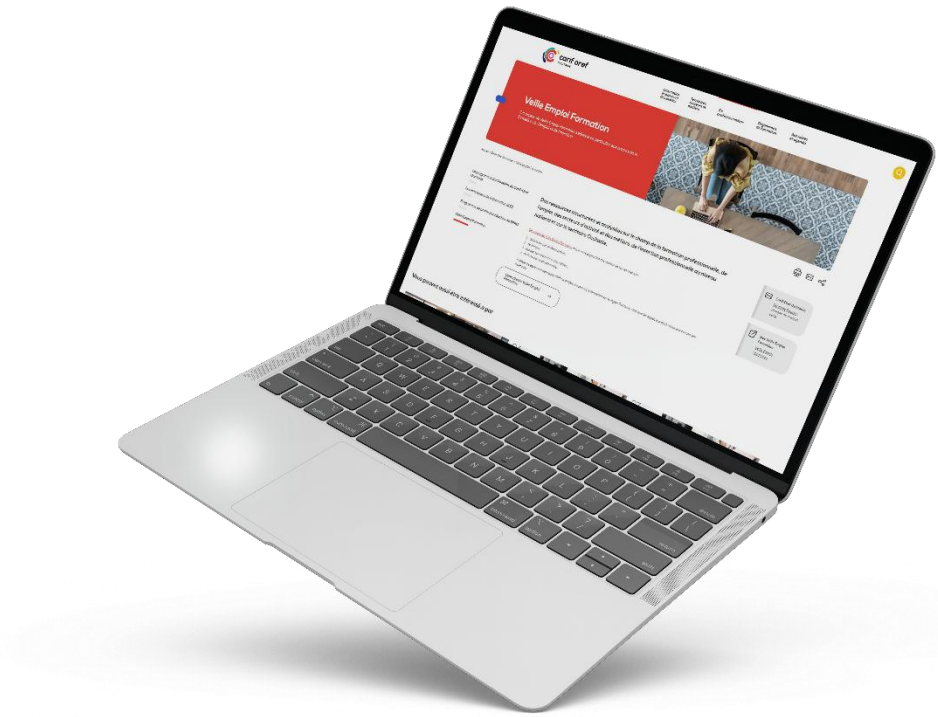
https://infos.ademe.fr/economie-circulaire-dechets/2026/reemploi-etat-des-lieux-dun-secteur-qui-se-structure/
https://librairie.ademe.fr/economie-circulaire-et-dechets/9552-11455-panorama-du-reemploi-et-de-la-reutilisation-en-france-actualisation-2024-9791029727450.html#/44-type_de_produit-format_electronique

Panorama - Ce que l'Économie Sociale et Solidaire apporte à la société

Observatoire national de l'ESS, Septembre 2026, 36 p.
Ce panorama détaille, à travers des chiffres, des graphiques et des analyses, le poids de l'ESS dans l'emploi national, la répartition sectorielle, la féminisation, le renouvellement générationnel, ainsi que l'évolution de l'emploi dans différents secteurs (action sociale, petite enfance, santé, sport, culture, etc.).
Il aborde également la question de la formation, de l'insertion professionnelle, de la répartition territoriale des emplois, et fournit des données sur la structure par âge et par genre des salariés de l'ESS.
https://www.ess-france.org/panorama-de-l-ess-edition-2026-ce-que-l-ess-apporte-a-la-societe

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site du Carif-Oref Occitanie

https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/



La veille emploi-formation du Carif-Oref Occitanie
Directrice de publication : Christelle BOUDET
Rédaction : Sandrine ROUSSEL
Réalisation : Carif-Oref Occitanie